

RAPPORT NARRATIF SUR MADAGASCAR DANS LE RAPPORT DE 2007 SUR LA TRAITE DE PERSONNES:

----- MADAGASCAR (NIVEAU 2) -----

Madagascar est un pays source des enfants trafiqués au niveau interne pour des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. On soupçonne l'existence d'une traite d'enfants issus des milieux ruraux pour effectuer un travail forcé dans les mines, servir de domestique, s'engager dans la prostitution, et le travail forcé comme vendeurs de fruit itinérants. Il y a un problème de tourisme sexuel des enfants dans les villes côtières, surtout à Toamasina, Nosy Be, et Diego Suarez, avec un nombre considérable d'enfants prostitués; certains ont été recrutés dans la capitale, Antananarivo, leurrés par de fausses promesses d'emplois en tant que serveuses et femmes de ménage avant d'être exploitées dans le sexe commercial dans les villes côtières. On a signalé des cas de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle des enfants, avec la complicité de membres de la famille, chauffeurs de taxi et tireurs de pousse-pousse, amis, guides touristiques, et employés d'hôtel.

Le Gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimales pour l'élimination de la traite de personnes; toutefois, il fait des efforts considérables en ce sens. Le gouvernement a fait du progrès dans les réformes législatives qui protègent les enfants de la traite de personnes pour l'exploitation sexuelle en punissant ceux qui les exploitent, et a pris des étapes destinées à punir les touristes étrangers qui auraient exploité des enfants à Madagascar. Pour pousser davantage ses efforts de lutte contre la traite de personnes, le gouvernement devrait passer et promulguer une loi compréhensive contre la traite de personnes, mettre en place un processus officiel pour les responsables de l'application de la loi afin de référer les victimes de la traite de personnes vers une structure d'assistance, mener des investigations et poursuivre les responsables publics soupçonnés de complot avec des auteurs de traite de personnes ou d'avoir accepté des pots-de-vin pour fermer les yeux sur des crimes relatifs à la traite de personnes.

Poursuites judiciaires -----

Les efforts menés par Madagascar dans l'application de la loi contre la traite de personnes se sont améliorés pendant la période couverte par le rapport. Les lois en vigueur à Madagascar n'interdisent pas la traite de personnes pour exploitation sexuelle commerciale, mais les auteurs de la traite de personnes sont actuellement poursuivis selon diverses dispositions interdisant le proxénétisme de mineurs pour la prostitution, la pédophilie, le proxénétisme en général, et les pratiques trompeuses de travail forcé. En 2006, le Ministère de la Justice a finalisé un projet de loi, avalisé par un comité gouvernemental et qui, une fois promulguée, protégerait les enfants victimes de l'exploitation sexuelle et prévoit des peines criminelles à l'encontre des adultes ayant exploité des enfants dans la prostitution. Le Ministère a aussi rédigé un décret énumérant les formes interdites de travail des enfants, y compris la prostitution, l'esclavage domestique et le travail forcé. Une commission a commencé à travailler sur un projet de loi destiné à conformer les lois locales à la Convention de l'ONU sur le Crime Organisé Transnational, y compris des peines sévères et des dispositions

d'extradition qui s'appliqueraient aux auteurs de traite de personnes. A Nosy Be, deux touristes sexuels de nationalité Française ont été inculpés de détournement de mineur pendant la période couverte par le rapport; ils ont été reconnus coupables et déportés par la suite. Vers la fin 2006, un touriste Suisse a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour pédophilie. Dans le but d'appliquer un règlement interdisant l'accès de mineurs aux boîtes de nuit, la police dans les grandes villes a effectué en moyenne une descente par mois pour interpellier des mineurs dans ces clubs et donné des conseils à ceux interpellés avant de les renvoyer vers leurs parents.

Que ce soit à cause de la corruption -- qui trouve parfois ses racines dans les difficultés économiques -- ou de la pression de la communauté locale, ou encore de la peur d'un incident international, la police locale et les magistrats dans les zones touristiques ont souvent hésité à poursuivre des pédophiles étrangers. Par ailleurs, des responsables ont signalé une pression considérable exercée par des parents, qui ont utilisés les bénéfices tirés de l'exploitation sexuelle sur leurs enfants pour subvenir aux besoins de la famille. Le Ministère de la Justice a tenu des sessions de formation pour 100 magistrats sur les recours légaux pour faire face à la traite de personnes. Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique (SSPS) a formé 744 responsables de l'application de la loi sur les droits et la protection des mineurs.

Protection

Le gouvernement a poursuivi les efforts menés de manière adéquate et destinés à assister les victimes de la traite de personne, en repêchant 90 victimes de travail forcé des enfants et de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants (CSEC) au cours des années. Parmi les 50 victimes placées dans ses Centres d'Accueil à Antananarivo et Toamasina, 36 enfants ont été réintégrés dans le système d'éducation. 20 autres enfants ont été sélectionnés pour suivre un cours pour les élèves en difficulté, tandis que 20 enfants plus âgés ont été sélectionnés pour suivre une formation professionnelle et ont été recrutés par des sociétés d'exportation. Les médecins de ces centres ont fourni des services médicaux et conseils d'orientation aux victimes, tandis que des inspecteurs du travail ont donné des cours sur les techniques de recherche du travail. Au mois de septembre, un troisième centre a ouvert ses portes à Toliara. Le gouvernement n'a pas pénalisé les victimes de la traite de personnes pour violation de la loi en raison d'avoir été trafiquées, et les a encouragées à donner leur main dans l'investigation et les poursuites judiciaires contre ceux qui les ont exploités. Le Ministère de la Justice et celui de la Population ont collaboré pour mettre en place deux centres de conseils d'orientation pour les enfants victimes de l'exploitation. Le Ministère de la Population et l'UNICEF ont accordé une assistance technique conjointe pour les 11 réseaux de protection des enfants, comprenant des institutions gouvernementales, des responsables de l'application de la loi, et des ONG qui assurent des conseils d'orientation et une réhabilitation pour les enfants impliqués dans la prostitution et le travail forcé. Un réseau à Diego Suarez s'occupe par exemple des cas de prostitution des enfants, à partir de la plainte initiale jusqu'au procès, y compris l'assistance médical et les conseils juridiques pour les victimes.

Prévention

La compréhension de la traite de personne s'est accrue du à un certain nombre de campagnes de sensibilisation dynamique. Au mois d'août, le Ministère de la Justice a

projeté des films sur le CSEC dans la capitale, dont la traite de d'enfants du milieu rural vers les centres urbains. Le Ministère du Tourisme a dispensé des formations de sensibilisation, au cours de certains événements culturels, pour 250 membres du personnel de la filière tourisme, ainsi que pour des femmes et enfants vulnérables à la traite de personnes dans sept différentes villes dans tout le pays. Le Ministère de la Communication a distribué des affiches transmettant des messages contre le tourisme sexuel dans 150 bureaux de poste et diffusé un film sur les dangers de la prostitution des enfants dans des écoles dans tout le pays. Le SSPS a mené des programmes sur l'exploitation des enfants et la prostitution à l'endroit de 17.700 étudiants, 75 administrateurs, 22 enseignants et 100 parents. Ce dernier a aussi éduqué 35 directeurs d'hôtel et 24 quartiers dits «zone rouge » à Antananarivo, sur la législation relative à la protection des enfants. Le Ministère de l'Education a organisé des ateliers sur les pires formes de travail des enfants auprès de 152 écoles et 87 associations parentales, a produit des articles de journaux, des programmes radio ainsi que des spots pour la télévision. Le Ministère de la Jeunesse et des Sports a distribué des prospectus, des affiches et des banderoles sur le report de l'initiation sexuelle précoce et les conseils d'orientation disponibles à l'endroit de plus de 78.000 jeunes.